

Discours du Président de la République dans le cadre de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier.

Merci beaucoup, Monsieur le Maire, pour l'accueil. Madame, monsieur le ministre, mesdames, messieurs les parlementaires, monsieur le Président de la région, monsieur le Président du département, Mesdames, Messieurs le Président, Mesdames, Messieurs les Présidentes et Présidents, maires, élus, Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités.

D'abord, je suis très heureux de vous retrouver et d'être à vos côtés en cette journée, pardon de vous avoir fait attendre. Ça, ce sont les cadeaux du Président du département. Mais ça dit un peu quelque chose, d'abord, de l'explication de mon retard, puisqu'on était à Douai chez Envision, enfin, AESC. C'est, au fond, notre histoire, l'histoire de cette terre, du bassin minier, dont nous sommes collectivement fiers. C'est une partie de son avenir, c'est-à-dire d'un renouveau économique, mais aussi éducatif, social, culturel, en matière de logement, d'urbanisme, qu'il nous faut construire.

Je sais combien, ici, je parle devant des élus qui se sont battus depuis des décennies, pour certains d'entre vous, des entrepreneuses et entrepreneurs, pour tout faire pour que, en quelque sorte, le bassin minier, l'arrêt de son activité, les difficultés ne soient pas une fatalité et qu'on construise justement un avenir. Je veux remercier toutes celles et ceux qui, ces dernières années en particulier, n'ont pas ménagé leurs efforts. Je suis heureux de vous retrouver ici à Arenberg après Bully-les-Mines, Lens, Liévin et beaucoup d'autres de nos déplacements pour consacrer ce projet commun.

Alors, l'engagement pour le renouveau du bassin minier, et puis après, on aura l'occasion d'échanger ensemble. Je voulais faire un peu, si je puis dire, le point des travaux. C'est ce que j'aime bien faire pour voir ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas et voir comment faire évoluer les choses. Donc, l'engagement pour le renouveau du bassin minier est signé en 2017 par l'État avec 11 collectivités locales, un pacte de 10 ans reposant sur cette confiance dans la capacité justement à innover, embarquer public et privé. Et depuis 2017, ce sont 1,3 milliard d'euros qui ont été engagés pour le bassin minier et donc pour sa transformation. Je voudrais revenir sur chacun des grands chantiers, des piliers de ce projet.

D'abord, premier chantier, c'est la rénovation des cités minières. J'étais là à l'instant avec quelques habitants, les uns félicitant d'ailleurs, vous félicitant pour les travaux qui ont été faits, et heureux d'habiter dans des logements rénovés, les autres demandant que leurs logements puissent être éligibles maintenant à la procédure. Alors, je parle sous contrôle de madame la ministre, mais l'ERBM visait la rénovation de 23 000 logements, et met l'accent donc sur les 35 cités qui sont les plus dégradées. À ce jour, on a 15 500 logements qui ont été entièrement remis à neuf et près de 10 000 logements qui sont en chantier. Ce qui veut dire que nous dépasserons, d'ici à deux ans, les engagements qui avaient été fixés en 2017.

Par ailleurs, et je sais que c'était une des inquiétudes qui étaient relayées tout à l'heure, je m'étais engagé en 2022 à ce que les 100 millions d'euros d'aide à la pierre annoncée en 2017 soient consommés à fin 2023. Ça a été réalisé. Nous arrivons à un cumul de 124 millions d'euros fin 2024, avec encore 7,5 millions d'euros qui seront prévus pour 2025, ce qui représente un total engagé à la fin de l'année de 131,5 millions d'euros, ce qui veut dire qu'on a déjà dépassé d'un tiers les montants qui avaient été annoncés en 2017 sur la partie logement. Ça, il ne faut pas lâcher, et ce n'est pas ici que je vais dire que c'est à la fois un élément clé sur le plan social pour le bien-être des familles, c'est un élément clé quand on veut recréer des emplois et l'attractivité, ce qu'on est en train de faire, et puis c'est un élément clé parce que c'est la cohérence avec notre agenda de rénovation énergétique et de diminution de la consommation, parce qu'on le sait bien, c'est là où il y a la plus grande injustice.

Alors, à côté de ça, il y a les espaces publics des cités minières. En matière de financement, ce chantier, on l'a démarré ensemble, on était quelques-uns, dans cette salle, à Liévin, en février 2022, puisque, à juste titre, c'était un retour des maires qui étaient de dire, très bien, vous refaites les logements, mais il y a des espaces publics qu'on ne met pas assez, on n'arrive pas à transformer assez vite, il faut avancer. En matière de financement, ce chantier qui a été démarré et accéléré après 2022 représente aujourd'hui 63,5 millions d'euros engagés sur les 100 millions d'euros qui avaient été annoncés au départ. On tiendra la trajectoire. Je veux ici vous confirmer, pour lever tous les doutes s'il y en avait, que les 36,5 millions d'euros restants seront bien totalement engagés pour financer, justement, les espaces publics sur les 35 cités minières prioritaires définies telles qu'en 2018. Je sais que les parlementaires qui sont là, en particulier dans les commissions ad hoc, suivront la bonne réalisation de tous ces travaux. Donc ça, c'est sur la partie logement. On a fait mieux que prévu sur la rénovation des logements, mais il ne faut pas lâcher. Et sur l'espace public, on ira au bout de ce qui a été engagé et on doit continuer ce travail.

Côté insertion, tout ce travail représente 1,1 million d'heures d'insertion réalisées depuis 2017 soit environ 1 600 bénéficiaires depuis 2018 grâce au partenariat qui a été mené avec Conseil départemental du Nord, mais également du Pas-de-Calais, et au marché public de rénovation des cités. L'État a également ouvert un dispositif expérimental de 2 000 contrats initiatives emploi ERBM, ce qui représente une opportunité inédite pour l'embauche, justement, dans le bassin minier et un vrai levier de dynamisme. C'est pourquoi, sur la période 2025-2027, là aussi, je parle en regardant ce qu'on a su faire ensemble, le préfet de région, en lien avec le Conseil départemental, va prolonger cette expérience avec 400 contrats ERBM supplémentaires qui seront cofinancés. Parce qu'on a vu que ça marchait, que c'était quelque chose qui nous permettait d'aller de l'avant et justement d'avoir des résultats.

La deuxième priorité du programme ERBM, c'est la transition écologique et énergétique dans le bassin minier. C'était celle qui avait été fixée en 2017, avec d'abord tout ce qui est la question des transports, des mobilités. Je veux vraiment saluer l'engagement de votre région, qu'il s'agisse du Sambre-Avesnois-Thiérache, ici, le reste, ou des grandes infrastructures, y compris à vocation européenne, que nous financerons jusqu'au bout. Je tiens ici à le dire parce que je suis comme le Président de région, je tiens mes engagements et je ne les lâche pas. On a lancé, là aussi, grâce à l'ERBM, beaucoup de choses qui ont permis d'avancer. Sur le routier, la rénovation de l'A21 entre 2018 et 2021, et plus généralement, tous les projets de réduction de saturation des axes sud-nord, ce qui n'était pas un petit sujet, ce n'est pas à vous que je vais ici le dire.

S'agissant des transports, là aussi, en février 2022, un engagement avait été pris à Liévin, qui était de lancer le grand projet Service Express Régional Métropolitain. Ça fait partie de ces grands services. Je pense que c'est un point très important. C'est un vieux rêve de la région de connecter tout le bassin minier jusqu'à Lille et une pensée pour Daniel Percheron aussi qui a beaucoup porté tout ça, puis Xavier Bertrand aujourd'hui. Depuis 3 ans, je veux vraiment saluer l'engagement qui a été le vôtre collectivement. Les avancées sur le sujet, justement, ont permis d'aller de l'avant. Il y a une loi qui a été votée sur Services express régionaux métropolitains (SERM) en décembre 2023, et avec ici tout un travail qui a permis de concrétiser les choses, ce qui fait que je peux vous dire que l'État va dans les prochaines semaines confirmer son engagement, financer la phase de préfiguration d'un peu plus de 12,5 millions d'euros, et signer la convention de deuxième phase pour pouvoir justement aller de l'avant et maintenant on doit résolument accélérer.

Pourquoi ? Parce que c'est véritablement un projet qui permet de désenclaver les territoires, qui permet d'avoir de la mobilité, là aussi, décarbonée et collective, qui est exactement ce qu'on cherche, et qui permet de redonner des perspectives d'emploi à beaucoup de nos compatriotes qui sont encore dans des bassins d'emploi difficiles, quels que soient les efforts qu'on fait, et pour qui faire parfois 15, 20 kilomètres est clairement une barrière au retour à l'emploi. Ce service express métropolitain, c'est là aussi un vrai levier pour aider à réindustrialiser et à permettre à beaucoup de familles de retrouver l'emploi.

À côté de ça, et donc de tout ce qui est relatif au transport, il y a cette réindustrialisation décarbonée du bassin minier. Et je dis bien réindustrialisation décarbonée, je le disais tout à l'heure à Douai dans l'usine, parce que j'entends parfois les débats qu'on a en ce moment, beaucoup de choses sont détricotées qui concernaient l'écologie. Je ne suis pas sûr que ce soit la meilleure idée du siècle parce qu'on fait rarement les projets d'avenir en revenant sur ce qu'on vient de faire. Je le dis, en général de là où je suis, parce qu'on a eu beaucoup de constance depuis huit ans ; c'est-à-dire, on a dit, on peut faire en même temps l'écologie et l'économie. Je trouve que ce qui a été fait ici montre que ça a plutôt marché. Simplement, on a fait à peu près le contraire de tout ce que sont en train de faire les gens qui veulent le détricoter. C'est-à-dire, on a dit, c'est bien beau de dire, c'est terrible la désindustrialisation, mais personne ne voulait justement baisser les impôts de production, voulait avoir un cadre fiscal qui permette de réattirer de l'investissement et voulait faire les réformes du marché du travail qui permettaient de faire ça. C'est ce qu'on a fait il y a huit ans.

Puis les fameux Choose France. Qu'est-ce que je n'ai pas entendu sur les Choose France ? C'était terrible. C'était l'argent qui venait du bout du monde. C'était du show, etc. Il y a 4 ans, Choose France, on a annoncé Envision, aujourd'hui, à la fin de cette année, 900 emplois ; 650 déjà sur site. Mais on l'a fait parce qu'on a eu de la constance, politique fiscale, politique économique, parce qu'on a eu de la constance attractivité des investissements internationaux, puis parce qu'on a eu de la constance, c'est-à-dire qu'on a dit : on veut décarboner notre économie. On se donne les moyens de créer des filières pour la décarboner. On incite les gens, en effet, à progressivement changer leur véhicule, mais on les accompagne. Votre région peut en témoigner. On nous expliquait que les petits véhicules, il y a 8 ans, c'était impossible à faire chez nous. Là où les constructeurs automobiles me disaient, il y a 7 ans : « Vous ne ferez jamais de batterie électrique en Europe. Il n'y en a pas. Il y en avait zéro ». Vous avez dans votre région, ici, des Gigafactories de batteries qui créent des emplois. Nous recréons ici des emplois industriels parce qu'on a décarboné, et qu'on a justement la R5 électrique qui est maintenant faite à Douai et qui sert à nos marchés et au niveau de portefeuille qui correspond à nos demandes et à nos aides et parce qu'on va faire la R4 électrique à Maubeuge pour l'utilitaire.

Simplement, il faut de la constance, il faut une stratégie et il faut essayer de sortir du caractère un peu démagogique du quotidien qui consisterait à dire que l'écologie, c'est forcément mauvais. Non, l'écologie, c'est un avenir. Simplement, ce n'est pas l'écologie de décroissance, c'est l'écologie qui bâtit des filières, c'est ce qu'on a su faire avec votre région, vos départements, les élus dont je salue l'engagement, mais je suis très fier qu'ensemble, on ait réussi à créer ces emplois. C'est un enjeu absolument essentiel pour la suite. Il faut tenir, et il faut aller jusqu'au bout, c'est-à-dire, soutenir les investissements pour décarboner les entreprises existantes. C'est tout le défi qu'on a, on le sait, à Dunkerque, avec ArcelorMittal. On ira au bout là aussi, avec des engagements qui ont été pris, mais c'est tout faire aussi pour continuer d'accompagner les entreprises du bassin minier, pour se décarboner, et cela, avec elle, permettra de créer de la valeur.

En tout cas, cette stratégie, très clairement, a permis de créer des emplois. Le solde en emploi industriel est positif de 2 200 emplois pour le territoire sur la période 2022-2024. Il nous faut continuer, mais il faut de la constance. Il ne faut pas partir dans un tête-à-queue à chaque instant, et il ne faut pas céder à la moindre démagogie, parce qu'aussi vrai que nous sommes fiers de cette lampe de mineurs, on sait aussi derrière toute la difficulté, j'ai eu encore une dame qui me parlait de son père à l'instant avec nos élus, on peut être fier aujourd'hui de pouvoir produire ça sur votre territoire parce que c'est décarboné, parce que c'est aussi avec les meilleures conditions de robotisation, c'est-à-dire, aussi un bien-être au travail et un souci des salariés de travailler, une qualité du travail qui est assurée par celles et ceux qui investissent, les élus et les services de l'État qui les accompagnent.

La troisième priorité, c'est le soutien au développement humain. L'ERBM agit depuis 2017 en faveur de la jeunesse, de la santé, de la lutte contre la pauvreté et la culture. On sait aussi l'immensité de ce défi. Et on ne doit pas lâcher nos efforts. Le bassin minier est un territoire jeune, mais encore marqué par des inégalités très fortes. Ce n'est pas à vous que je vais le dire. Il doit redevenir une terre d'opportunités, ce qui suppose un engagement différencié. À ce titre, merci le rectorat de Lille qui a maintenu les effectifs d'enseignants dans un contexte de démographie qui était difficile et marqué par la baisse du nombre d'élèves et la fermeture de classes. C'est ce qui a permis, je donne aussi les chiffres, parce que j'essaie de voir les faits, où on en est, ce qui a été fait, mais ce qu'il faut aussi continuer à améliorer.

Le taux d'encadrement est passé de 21,83 élèves par classe en 2018 à 19,24 élèves par classe en 2024. Ce qui veut dire qu'en fait, on a fermé beaucoup moins de classes qu'on aurait dû en fermer parce qu'il y a une déprise démographique et qu'aujourd'hui, on a un taux d'encadrement, c'est-à-dire, on a moins d'élèves par classe que dans le reste du département et encore plus par rapport au reste du niveau national. C'est un investissement qui est légitime parce que c'est ce qui permet aussi d'avoir des meilleurs résultats et parfois aussi de compenser les difficultés familiales qui existent. Donc ça, on ne va pas lâcher cet effort. Il faut le maintenir et on se donnera les moyens. Il faut le suivre.

En parallèle, je veux saluer le foisonnement des dispositifs pour raccrocher les établissements d'enseignement, rapprocher les établissements d'enseignement et les entreprises et campus des métiers et qualifications qui se spécialisent dans des domaines comme le ferroviaire, industrie automobile, écomobilité, avec là aussi un lien très étroit avec la région, avec tous les entrepreneurs, les secteurs tourisme et innovation, autonomie, longévité, santé ou encore bâtiments et systèmes énergétiques intelligents qui sont, on le sait, des filières d'avenir. Ce sont des filières sur lesquelles l'ensemble des entrepreneurs qui sont là, avec justement le MEDEF, la région, la CPME, ont pu identifier des besoins et l'U2P. Ça s'est remonté et on a fait justement ces campus pour pouvoir rapprocher les offres de formation de ces besoins. Soit parce que ce sont des métiers déjà en tension, soit parce que ce sont des métiers où on a des perspectives sur les 5 à 10 ans qui viennent de recrutement fort.

Donc là, toutes ces formations maintenant sont parties, c'est ce qui permet justement d'améliorer nos résultats, d'impulser, et c'est au cœur aussi des résultats qu'on peut obtenir. Un exemple qu'on vient de voir, sur les 600 emplois qu'on crée à AESC à Douai, 85 %, c'est des gens qui n'avaient pas d'emploi avant, avec des gens qu'on a fait revenir de très loin de l'emploi. C'est le travail qui est fait avec les équipes de France Travail et l'ensemble de l'offre de formation pour pouvoir obtenir ces résultats. Ça, c'est sur la partie insertion de questions.

En matière de santé, le bassin minier, là, demeure une des zones de la région de France où les indicateurs sont clairement les plus dégradés. Et même si on a amélioré les choses, je vais y revenir, là, on est très loin de pouvoir dire qu'on a réussi ou qu'on est à un niveau satisfaisant. Et donc, il faut démultiplier nos efforts parce qu'on sait aussi, et je vais y revenir, que ça prend beaucoup plus de temps parce que c'est former des professionnels de santé, c'est les ramener sur le terrain. Mais où on en est ?

On sait que les habitants sont confrontés à une mortalité évitable élevée. Par exemple, je ne prends qu'un exemple, ça montre l'injustice qu'il y a derrière cette situation. On a une mortalité par diabète qui est supérieure de 44 % pour les hommes et de 57 % pour les femmes par rapport à ce qu'on devrait connaître. Donc ça veut dire qu'on a une situation de prévention qui est insuffisante, et on a un accompagnement qui est aujourd'hui défaillant.

Alors, ce n'est pas par manque de mobilisation ou d'investissement, mais c'est parce qu'on part, on le sait, de très loin, qu'on a des fragilités sociales qui sont là, historiques, ce sont aussi les conséquences de ce qu'on a vécu ces dernières décennies. Et on observe à la fois des addictions, parfois des mauvaises alimentations, de la sédentarité qui s'est installée dans certains territoires, qui sont très préjudiciables, et une offre de soins qui s'était beaucoup dégradée. Et si je puis dire, l'alliance des deux a fait qu'on a des indicateurs de santé publique qui s'étaient extrêmement dégradés dans le bassin.

Alors, face à ça, il y a une action des services qui a été démultipliée, et je veux remercier l'ARS et l'ensemble des services de l'État pour ce qui a été fait ces dernières années. Je veux ici en rappeler les choses. L'ARS continue de soutenir la formation des médecins, là aussi avec votre région, votre département et les communes. On a plus de 700 internes qui ont été accueillis en 2024 sur le territoire, ce qui est une augmentation de plus de 15 % par rapport au chiffre de 2019. Donc, on arrive à faire venir de plus en plus d'internes dans le cadre de leurs stages pour essayer d'abord de les fidéliser, de les stabiliser sur le territoire, et puis surtout, pour aider aussi à prendre en charge des patients.

On accompagne aussi la modernisation de l'offre et des établissements hospitaliers. Je vais ici vous donner un chiffre qui montre la nature de l'engagement de l'État en matière de santé. Depuis 2017, on a 23 établissements de santé qui ont été soutenus, avec entre autres, évidemment, le nouveau centre hospitalier métropolitain à Lens, qui doit ouvrir horizon 2027. Ça représente 934 millions d'euros d'investissement, d'investissement. Ce qui est inédit en terme territorial. Et c'est légitime. Mais cela montre qu'on n'a pas fait semblant par rapport aux besoins qui sont identifiés. On a des soins de ville qui ont été aussi renforcés, avec 22 nouvelles maisons de santé qui ont vu le jour, en plus des 11 qui étaient en activité au moment du lancement de l'ERBM, ce qui veut dire qu'on a multiplié par trois le nombre de maisons de santé. À côté de ça, les 6 maisons sport santé, et puis les deux œuvres des adolescents à Hénin-Beaumont et Valenciennes pour pouvoir accompagner, et puis la maison des femmes à Valenciennes.

Le défi, qu'est-ce que c'est ? C'est de mettre en œuvre de manière accélérée le plan qui a été présenté par le Premier ministre et le ministre de la Santé pour permettre de dégager du temps médical sur le bassin minier. C'est-à-dire qu'on arrive à mobiliser davantage des médecins qui sont installés sur le bassin et même plus largement pour qu'ils viennent prendre des heures. Parce qu'une fois que j'ai dit tout ça, notre vrai problème, c'est que nous n'avons pas assez de médecins formés sur le terrain. On a rouvert le nombre en 2018. Mais ceux qu'on a commencé à ouvrir et qu'on a accéléré et accéléré, ils vont sortir de leur formation en 2028. Et en parallèle, vous avez des médecins, compte tenu de la pyramide des âges qui, ces dernières années, ont continué de partir à la retraite.

Donc, c'est pour ça que c'est toujours très difficile d'expliquer ce mouvement. On a donné une impulsion politique, mais elle mettra 10 ans à avoir un impact sur le territoire. Et après, il ne faut pas qu'on la lâche. Mais à côté de ça, on a une pyramide des âges qui fait qu'on a une dégradation qui continue de se sentir sur le territoire, parce qu'on a des médecins qui sont plutôt au-dessus de 55 ans et qui étaient déjà au-dessus de 55 ans en 2017. Donc là, on doit avoir ces sucres rapides, si je puis dire, sans mauvais jeu de mots, qui est : dégager du temps médical, mettre en place les réformes qu'on s'est donné pour que les médecins puissent prendre plus de patients, donc les dégager des tâches administratives, mettre en place justement le soutien, avoir plus d'internes qui viennent rapidement et avoir ces services de garde au niveau d'un bassin de vie, et puis à partir de 2028, faire en sorte qu'on priorise le bassin minier.

Et donc ça, c'est tout le plan que j'ai demandé qu'on puisse décliner et vous présenter dans les prochains mois pour que, commune par commune, en lien avec la région et le département, on puisse vraiment vous donner une visibilité et planifier le retour, justement, des nouveaux médecins. Parce que les maisons de santé, on a l'équilibre, il faut mettre les médecins dedans. Et quand je dis médecins, c'est médecins et paramédicaux.

En matière de lutte contre la pauvreté, ici, c'est 1 million d'euros par an de financement distribué aux bassins miniers sur la période 2018-2023, aux côtés des conseils départementaux pour renforcer les actions. Et je veux saluer vraiment la mobilisation qui a déjà été mise en place et le combat. Mais ce combat n'est pas terminé. Et ça, on ne doit rien lâcher.

En matière culturelle, là aussi, je veux mentionner plusieurs réalisations importantes : le déploiement de contrats territoire lecture, les contrats d'éducation artistique, la création et la modernisation avec les maires ici présents, de 18 bibliothèques. Et dans le Bassin Minier, comme partout ailleurs en France, notre jeunesse, en effet, a besoin de continuer, de s'évader, de créer, de pouvoir avoir accès à la culture.

Et je veux vous remercier pour cette mobilisation. Tous les chiffres que je viens de citer sont des réalisations. Je souhaite qu'on puisse aller plus loin et répondre, donc avec le préfet Drac, à toutes les demandes des élus qui veulent continuer à avancer sur ce volet. Je veux aussi ici affirmer le soutien de l'État à un magnifique projet, monsieur le Président, qui est le projet à la fois du territoire, mais aussi de notre imprimerie nationale, qui, Madame la Présidente directrice générale, est une fierté à Douai pour tout le pays, parce qu'elle s'exporte maintenant, et qui est tout à la fois une entreprise qui est à la pointe de la technologie et qui sécurise des titres de transport partout dans le monde. On était ensemble à l'autre bout du monde et on négocie des contrats qui font travailler à Douai dans tous les sites, mais qui a aussi une histoire, un patrimoine, et qui est un vrai trésor culturel qu'on veut pouvoir montrer à la planète toute entière. Et c'est pourquoi l'atelier du livre d'art et d'Estampe à Douai, en lien avec l'imprimerie nationale, est un projet qu'on veut soutenir. Et en plus de ce qui a déjà été décidé, ce sont 6 millions d'euros supplémentaires qu'on va apporter pour boucler le financement du projet et au sein duquel les artisans de l'imprimerie nationale pourront exposer leur savoir-faire, leur patrimoine, et qui prendra place en lien avec un espace de lecture publique. C'est votre projet. Et je souhaite aussi que notre préfet de région puisse s'assurer qu'il y ait un lien tout particulier avec Villers-Cotterêts, autre projet qui nous tient à cœur, où on a mis au cœur du projet, sur un autre territoire qui était en difficulté, la langue française, la lecture et le livre.

À ça s'ajoute l'inscription du Bassin Minier au patrimoine mondial de l'UNESCO, ainsi que le soutien inclus au Louvre-Lens, avec un cofinancement de 600 000 euros pour la Galerie du Temps et une augmentation des aides de l'État à 500 000 euros. Pour le bassin et pour tout le pays, c'est un enjeu de culture, de fierté, et donc je voulais aussi insister sur ce point. Alors, au-delà de tous ces résultats que nous avons obtenus sur chacun de ces piliers de l'ERBM depuis 2017, qui sont tangibles, avec des vrais chiffres, je veux qu'on puisse se dire qu'on ne s'arrêtera pas là. Le bassin minier peut être légitimement fier. Les créations d'entreprises ont augmenté de 77,8 %, qui sont passées de 6 151 à 10 939 par an. C'est une dynamique qui est plus forte qu'à Lille. Et vous avez déjà une région qui est très dynamique. Donc, cela montre que le booster qu'on a mis fonctionne.

On observe également une baisse de 13 % des demandeurs d'emploi en un an, 19 % si on part de 2017. Mais on a des difficultés qui persistent et donc il ne faut pas considérer que très loin de là, tout est réglé. On a un taux de pauvreté qui est encore de 21 % dans le bassin minier. Ce sont 4 points de plus que dans le reste de la région. Donc très clairement, ça veut dire qu'il faut poursuivre cet effort et continuer partout où il y a des difficultés qui persistent, à le redoubler.

Alors, pour conforter les bons résultats et appréhender les défis restants, depuis fin 2024, vous avez travaillé sur plusieurs nouvelles propositions qui concernent justement la poursuite de ces travaux en matière de transition écologique, santé, culture, éducation, mobilité, emploi, économie. Le Gouvernement va terminer son travail, et je vais, maintenant, échanger avec chacune et chacun d'entre vous pour pouvoir répondre aussi aux demandes très concrètes. Mais sous la coordination du préfet de région en lien avec le Président de région, le Président de département et l'ensemble des maires, je veux qu'on puisse justement finaliser sur les années qui viennent une série d'actions pour finir notre décennie de travail qui vont pouvoir répondre à vos demandes et permettre d'accélérer les choses. D'ores et déjà, je vais vous dire que la sécurisation des engagements financiers sur la rénovation des espaces publics des cités minières de 36,5 millions d'euros est acquise.

Je souhaite que le Gouvernement puisse apporter, sous la houlette du Premier ministre, une réponse très concrète à ce que porte votre ministre, parce qu'elle a raison, c'est-à-dire de continuer, même si on est déjà à 130 millions sur le logement, on doit aller plus loin et on a une politique du logement sur ce volet-là qui doit conduire à réinvestir quelques dizaines de millions d'euros. Parce que c'est aussi du retour en termes d'activité, il ne faut pas se tromper. C'est une politique sociale, c'est une politique d'amélioration de l'habitat, c'est une politique de dignité. C'est une politique écologique, mais ça crée des retours pour l'État, parce qu'à chaque fois, derrière, c'est de la main-d'œuvre, c'est du retour de TVA. Donc je souhaite que là aussi, on puisse continuer d'aller plus loin, parce qu'on a besoin de poursuivre les chantiers. Et puis les mobilisations de 6 millions d'euros du ministère de la Culture sur le projet que j'évoquais, eux sont aussi actés.

Mais je souhaite qu'en matière en particulier de santé, de transport, d'accompagnement de vos projets économiques et la poursuite de nos initiatives d'éducation, on puisse finir dans les deux mois qui viennent la concrétisation d'une liste de projets qui vous sera ainsi communiquée et sur laquelle vous aurez la garantie des financements, et ce qui permettra de donner de la visibilité à l'intégralité du territoire et aux projets économiques qui sont les nôtres.

Par ailleurs, sachez qu'on continue d'accompagner les grands projets économiques, qu'on est en train de travailler sur la phase 2 sur les batteries, sur plusieurs grands sites qui touchent le bassin directement, et qu'on est en train de déployer là aussi jusqu'au bout les volumes sur la partie véhicules électriques avec nos industriels, qui d'ici la fin de l'année donneront leur pleine visibilité et permettront d'avoir de nouveaux emplois.

Voilà, je vais m'arrêter là, maintenant échanger avec vous. Mais ce que je voulais vous dire, c'est que tout ce que je viens d'essayer de rappeler, c'est le fruit de votre engagement collectif, de notre travail depuis maintenant un peu plus de huit ans. Et ça n'aurait pas été possible s'il n'y avait pas eu ce travail acharné, mais cette constance qui est la vôtre. Et avant vous, de beaucoup d'élus, d'associations de femmes et d'hommes qui n'ont jamais voulu céder à la fatalité sur le territoire. Et de ça, je veux vous dire ma très grande reconnaissance. C'est aussi le fruit de la mobilisation de tous les services de l'État, des collectivités territoriales, des entrepreneuses, entrepreneurs qui sont présents dans cette salle, qui veulent voir un avenir dans le bassin minier. Et je partage cette ambition.

Et donc, oui, il y a des difficultés qui continuent. On a encore des logements à réhabiliter. Oui, on a encore des situations qui, sur le plan sanitaire, sont inacceptables. Oui, on a encore des familles qui vivent dans de très grandes difficultés et on a encore un taux de pauvreté que rien ne sait justifier. Mais je sais d'où on part et je sais tout le chemin qu'on a effectué ces dernières années. Et moi, je ne me suis jamais nourri de la misère ou de la dénonciation de la misère, mais toujours de la capacité collective à ne rien céder et à ne rien lâcher. Ce qu'on a montré depuis huit ans ensemble, c'est qu'on peut y arriver. C'est qu'il n'y avait aucune fatalité. C'est qu'on peut rénover des logements. C'est qu'on peut faire des maisons France Service même améliorées, et des espaces de proximité comme on vient d'en inaugurer à l'instant. C'est qu'on peut changer le destin d'une famille, d'une commune si on se retrousse les manches et qu'on travaille ensemble.

Si on avance et si on propose un vrai projet cohérent à nos compatriotes sans leur mentir, il n'y a pas de solution facile. Mais ce que je sais, c'est que la dénonciation des difficultés n'est pas un projet. C'est le début d'un constat lucide. Pour le reste, il faut que tout le monde soit au rendez-vous de la responsabilité. On n'a qu'une chose à faire, être unis pour continuer d'avancer. On a de bons résultats. On doit simplement faire une chose, ne rien lâcher, les démultiplier et permettre à nos compatriotes d'avoir une vie meilleure. C'est ce qu'ils méritent et c'est ce que mérite notre bassin minier. Et croyez-moi, jusqu'à la dernière seconde, à vos côtés, je ne lâcherai rien. Vive la République et vive la France.